

**13 octobre 2001**

## **La guerre néolibérale**



L'attaque terroriste (défini comme violence contre les civils) du World Trade Centre et du Pentagone marque un tournant conjoncturel majeur. Cette guerre, que l'on pourrait qualifier de **guerre néolibérale**, synthétise les caractéristiques de l'offensive néolibérale des 20 dernières années et celles de la guerre froide. Les buts économiques réels de cette guerre néolibérale sont l'extension et l'approfondissement des politiques néolibérales dans le cadre d'un maccarthysme et d'une économie de guerre permanente. Ses buts politiques réels en sont la consolidation du camp impérialiste sous gouverne états-unienne dans le cadre de l'OTAN et le ralliement des classes dirigeantes des pays dépendants à son « nouvel ordre mondial ». L'anti-communisme de la guerre froide, après 10 ans de tâtonnements idéologiques pour lui trouver un substitut, est remplacé par l'antiterrorisme.

Pour les classes travailleuses des pays impérialistes, la guerre néolibérale vise une offensive de privatisation des services publics et des programmes sociaux avec un accompagnement « d'économie sociale » et de « revenu de citoyenneté » de sorte à généraliser les rapports marchands. Elle vise aussi restriction des libertés civiles, autocensure, quadrillage de la gauche, davantage de répression et une acceptation de la menace terroriste en sol impérialiste. Pour les peuples des pays dépendants, la guerre néolibérale signifiera une offensive de re-colonisation. Les multinationales impérialistes voudront s'emparer des joyaux de leur économie, du secteur public comme du secteur privé. On voudra cautionner des régimes anti-autoritaires résolument « anti-terroristes » qui coopéreront étroitement avec l'impérialisme. On tendra à abandonner à son sort une population « en surplus », souvent majoritaire. Les États à faibles racines sociales seront laissés à leur déliquescence. S'ils ne se contentent pas de secours d'urgence, les peuples des États récalcitrants risqueront de subir les conséquences de leurs révoltes, de l'embargo aux bombardements.

Ces politiques réactionnaires n'excluent pas des concessions judicieuses pour faire accepter un train de mesures de droites. L'État providence fera place à la « lutte contre la pauvreté » et à des opérations humanitaires médiatisées envers les pays dépendants. L'État néolibéral apparaîtra pour ce qu'il est, non pas un État minimum mais un État fort avec un appareil militaire et de répression qui se

financera à même l'abandon ou la privatisation de grands pans de l'État providence tout en maintenant une politique fiscale conservatrice et un interventionnisme réglementaire pro-entreprise. Cet État ne se laissera pas entraver par une quelconque politique de déficit zéro d'autant plus qu'il requiert une sortie de la récession pour conserver l'appui des dites classes moyennes (et les prêts à l'État serviront de refuge aux capitaux affolés par l'éclatement de la bulle spéculative).

Les forces capitalistes ne pouvaient plus continuer comme avant car elles ont perdu la guerre idéologique du néolibéralisme comme « pensée unique ». L'absence de légitimité des politiques néolibérales est la source de la résistance souvent victorieuse des classes travailleuses. L'attaque terroriste du 11 septembre se révèle salutaire pour sauver la stratégie néolibérale d'un mouvement mondial de riposte en développement depuis 1994-1995. Après les défaites de l'AMI et de Seattle, après l'échec du modèle est-asiatique, l'impérialisme se heurte à l'intifada du peuple palestinien qui menace sa mainmise, en particulier de l'impérialisme états-unien, sur le Moyen-Orient. Le « nouvel ordre mondial » s'en trouvait menacé dans ses fondements tellement le pétrole abondant et bon marché est le sang du système de libre-échange (et annonce la rupture de l'équilibre écologique de la planète).

Le mouvement anti-globalisation n'avait pas compris l'importance capitale de la lutte du peuple palestinien pour sa libération comme étant un grave coup porté au maillon faible de l'impérialisme libre-échangiste. Cette faiblesse du mouvement anti-globalisation provient de son caractère relativement trop Nordique, trop latino-américain pour ce qui est de la présence du Sud, mais surtout elle provient de sa sous-estimation des luttes nationales en général et des luttes de libération nationale en particulier. Ce point aveugle du mouvement anti-globalisation est dû à sa conception de la lutte sociale à un affrontement, essentiellement socio-économique, de mouvements contre les institutions de Bretton Wood au service du capital financier et des transnationales, et non comme une lutte de classe, essentiellement politique, des prolétariats et des peuples contre le système impérialiste des États capitalistes.

*Last but not the least*, le système de libre-échange s'enlisait dans une crise économique importante dont le centre de gravité étaient les ÉU et qui paraissait capable d'entraîner l'Union européenne et le Japon puis le monde entier. Désormais l'économie de guerre excusera au besoin la rupture partielle du cadre néolibéral pour le sauver et le renforcer.

Tout comme la poussée révolutionnaire résultant de la Deuxième guerre mondiale avait été entravée par le stalinisme et la social-démocratie, la poussée anti-néolibérale et anti-impérialiste était entravée par la « crise du socialisme ». La nécessaire élaboration programmatique et la construction de partis et fronts unis capables de rendre crédible une alternative socialiste retardent sur le développement du mouvement anti-néolibéral et anti-impérialiste. Le vide

idéologique et politique causé par la « crise du socialisme » a été partiellement comblé, dans les pays dépendants, par des forces ultra-nationalistes et fondamentalistes. Certaines de ces forces sont prêtes à imiter le terrorisme d'État des puissances impérialistes en utilisant les moyens à leur portée et la tactique kamikaze. Le recours aux groupes fondamentalistes par l'impérialisme états-unien, au temps de la guerre froide, puis l'aggravation du terrorisme d'État impérialiste et sioniste contre l'Iraq et la Palestine, depuis le démantèlement du mur de Berlin, ont fait le lit de la relative popularité des organisations fondamentalistes qui pratiquent le terrorisme. Elles sont maintenant en mesure de frapper non seulement Israël mais aussi les États impérialistes dont les ÉU.

Le point faible majeur de la grande coalition antiterroriste sont les gouvernements des pays arabes et musulmans du Moyen-Orient coincés entre l'impérialisme et leurs propres peuples. L'anti-américanisme de ces peuples, qui va bien au-delà de l'appui minoritaire aux groupes fondamentalistes terroristes, est le tendon d'Achille de la grande coalition. Une autre faille de la grande coalition anti-terroriste se trouve dans le sentiment démocratique et humaniste des peuples des pays impérialistes. On peut dire que dans la même mesure où l'impérialisme américain s'est servi du fondamentalisme islamique au Moyen-Orient il a aussi développé un discours démocratique dans sa lutte contre le « communisme » durant la guerre froide. Les peuples ont pris au sérieux ce discours et ne se gênent pas pour le confronter à une réalité qui ne s'y conforme pas. Ils le font d'autant plus que le développement des moyens de communication, malgré le contrôle des monopoles et l'information-spectacle, permet plus facilement de savoir, de communiquer et de s'organiser.

L'opprobre généralisé du régime Taliban, particulièrement à cause de sa politique anti-femme extrêmement réactionnaire, facilite la justification des buts de la première bataille de la guerre de l'impérialisme soit la neutralisation du réseau d'Oussama ben Laden et l'imposition d'un nouveau régime en Afghanistan. En plus de la légitimité conférée par la lutte contre le terrorisme et contre la réaction, l'impérialisme se sert aussi comme alibi du « droit d'intervention humanitaire ». Des parachutages par l'aviation états-unienne jusqu'au livraisons des Nations unies et des ONG, l'approvisionnement du peuple afghan, même en quantité insuffisante, permet une bonne couverture médiatique dans le but de calmer l'anti-américanisme et rassurer les humanistes tout pouvant éventuellement servir de prétexte à l'envoi de troupes.

Les actes de guerre de l'impérialisme, que souhaitent éperdument les forces fondamentalistes, leur gagnent l'assentiment d'une grande partie des peuples musulmans. Il transforme leur sentiment anti-américain en soutien aux forces fondamentalistes. De même en est-il de la récupération de la lutte pour les droits des peuples palestinien et iraquien par la propagande d'Al-Qaïda dont le but véritable est de chasser les infidèles (lire l'armée états-unienne) du sol sacré de l'Islam (lire l'Arabie saoudite).

Comme les buts proclamés de la guerre sont l'éradication de tous les réseaux terroristes à portée globale et la soumission des États qui les soutiennent quitte à en changer le régime, la « guerre contre le terrorisme » s'étendra à tous les pays où, selon les les ÉU et l'OTAN, se trouvent des bases terroristes ou qui appuient des réseaux terroristes réputés capables d'atteindre les territoires des pays impérialistes. Sont potentiellement dans la ligne de mire l'Iraq, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Soudan, la Libye, le Liban (la vallée de la Bekaa).

Une prise de pouvoir des forces fondamentalistes dans certains pays comme le Pakistan ou l'Indonésie ne serait pas impossible. Malgré, ou à cause de, son caractère réactionnaire, une telle prise de pouvoir ne serait pas incompatible avec l'ordre néolibéral en autant que le terrorisme serait régulé. Un anti-américanisme de façade servirait à la fois ces régimes, pour obtenir un soutien populaire, et les États impérialistes, pour justifier un État de sécurité nationale. Ainsi, la peur du terrorisme jouerait le même rôle idéologique et politique que la peur du communisme d'autrefois. C'est peut-être là une explication subliminale du peu de cas apparent des ÉU par rapport aux conséquences politiques de leurs bombardements.

Ne pas permettre que s'installe cet État de sécurité nationale engagé dans une guerre permanente contre le « terrorisme », tel est le défi du mouvement contre la guerre. Sa victoire ne sera possible que s'y engagent les contingents syndicaux à la suite des masses étudiantes auxquels les groupes de femmes, le mouvement anti-globalisation et les groupes internationalistes auront les premiers donner le ton.

Marc Bonhomme, 13 octobre 2001